

Chambre des Représentants

SESSION 1981-1982

14 JANVIER 1982

PROJET DE LOI attribuant certains pouvoirs au Roi

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première et deuxième chambres, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 12 janvier 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet de loi « attribuant certains pouvoirs au Roi », a donné le 13 janvier 1982 l'avis suivant :

OBSERVATIONS LIMINAIRES

I. -- La demande d'avis est rédigée comme suit :

« Conformément à l'article 2, paragraphe 1, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de demander l'avis de la section de législation :

1) sur le texte des amendements adoptés par la Commission spéciale au projet de loi attribuant certains pouvoirs au Roi (farde I);

2) sur des amendements déposés en séance publique sur ce même texte adopté par la Commission spéciale, par des membres du groupe socialiste (F et N) (fardes II et III) et enfin,

3) sur les amendements de M. Defosset (farde IV).

Puis-je vous demander de bien vouloir me faire parvenir ces avis d'urgence, dans un délai ne dépassant pas trois jours ».

En ce que concerne les textes visés au point 1) de la demande d'avis, il n'y a aucune difficulté à s'y reporter ou à les situer : ils font partie du texte qui figure dans le rapport de la Commission spéciale de la Chambre des Représentants (Chambre des Représ., 1981-1982, doc. n° 28/22) ⁽¹⁾.

Voir :

28 (1981-1982):

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 8 : Amendements.
- N° 9 : Avis du Conseil d'Etat.
- Nos 10 à 21 : Amendements.
- N° 22 : Rapport et Annexe.
- N° 23 : Amendements.
- N° 24 : Avis du Conseil d'Etat.
- Nos 25 à 30 : Amendements.

⁽¹⁾ Les documents relatifs à la loi en projet seront cités plus simplement par leur seul numéro dans la suite de l'avis.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1981-1982

14 JANUARI 1982

WETSONTWERP tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste en tweede kamers, de 12^e januari 1982 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen op het ontwerp van wet « tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning », heeft de 13^e januari 1982 het volgend advies gegeven :

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

I. — De adviesaanvraag is in de volgende bewoordingen gesteld :

« Conform artikel 2, paragraaf 1, van de samengeordende wetten op de Raad van State, moge ik het advies van de afdeling wetgeving vragen :

1) over de tekst van de amendementen aangenomen door de Bijzondere Commissie op het wetsontwerp tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning (kaft I);

2) over de amendementen ingediend tijdens de openbare vergadering, op diezelfde tekst aangenomen door de Commissie, door de leden van de socialistische fractie (F en N) (kaften II en III) en tenslotte,

3) over de amendementen van de heer Defosset (kaft IV).

Mag ik U vragen mij dit hoogdringend advies te willen mededelen binnen een termijn van ten hoogste drie dagen ».

Wat betreft de tekst vermeld onder 1) van de adviesaanvraag, is er geen moeilijkheid van verwijzing of situering : bedoelde teksten maken deel uit van de tekst die opgenomen is in het verslag van de Bijzondere Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (Gedr. St., Kamer v. Volksv., 1981-1982, n° 28/22) ⁽¹⁾.

Zie :

28 (1981-1982):

- N° 1 : Wetsontwerp.
- Nos 2 tot 8 : Amendementen.
- N° 9 : Advies van de Raad van State.
- Nos 10 tot 21 : Amendementen.
- N° 22 : Verslag en Bijlage.
- N° 23 : Amendementen.
- N° 24 : Advies van de Raad van State.
- Nos 25 tot 30 : Amendementen.

⁽¹⁾ De stukken met betrekking tot de ontwerp-wet zullen verderop in het advies gewoon met hun volgnummer worden aangeduid.

Les textes des amendements visés aux points 2) et 3) de la demande d'avis ont été communiqués au Conseil d'Etat, tantôt sous forme dactylographiée, tantôt en manuscrit ou encore par voie de référence à des parties d'amendements repris dans des documents parlementaires imprimés. Ce procédé ne peut qu'engendrer des difficultés lorsqu'il s'agira de se référer à ces textes.

II. — L'avis que le Conseil d'Etat, section de législation, émet sur un avant-projet de loi, porte avant tout sur les questions de droit que celui-ci soulève ou évoque. Le Conseil d'Etat veille, en outre, à l'harmonie entre les dispositions du projet et celles des lois et des traités existants; il peut aussi faire des observations d'ordre rédactionnel destinées, soit à rendre la lecture du texte plus aisée, soit à mieux exprimer les intentions des auteurs de l'avant-projet. En aucun cas, son avis ne porte sur l'opportunité des dispositions en projet ou sur leur objet quant au fond.

D'autre part, aucun des éléments de l'avis du Conseil d'Etat ne lie le Gouvernement ou le Parlement. Il ressort clairement des travaux préparatoires de la loi organique du 23 décembre 1946 que le Conseil d'Etat ne s'est pas vu accorder de responsabilité dans la conduite des affaires.

Il a paru souhaitable au Conseil d'Etat de rappeler, à l'occasion de la présente demande d'avis, la ligne de conduite que, conformément à la volonté du législateur, la section de législation a suivie depuis sa création.

III. — De nombreux amendements soumis à l'avis du Conseil d'Etat ne soulèvent que des questions d'opportunité, au sujet desquelles, ainsi qu'il a été exposé ci-avant, il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer.

Le Conseil d'Etat ne formulera, par conséquent, d'observations que sur les amendements qui soulèvent des questions entrant dans sa compétence, telle qu'elle a été définie ci-dessus.

IV. — La loi en projet étant destinée à être votée à la majorité ordinaire, il va de soi qu'elle ne peut modifier la loi spéciale ni, à plus forte raison, conférer au Roi le pouvoir de modifier celle-ci. Elle devra, au contraire, pour l'interprétation de chacune de ses dispositions, être présumée conforme à la loi spéciale. On reviendra plus amplement sur cette question dans l'observation 3 sous l'article 1^{er}.

V. — Eu égard au très bref délai dans lequel son avis a été demandé, force est au Conseil d'Etat de se limiter aux observations ci-après.

Article 1.

1. Sans préjudice de l'observation faite par le Conseil d'Etat dans son avis L. 14.457/VR du 23 décembre 1981 en ce qui concerne la nécessité de définir de manière précise les pouvoirs spéciaux, il y a lieu de remarquer que les amendements adoptés en Commission spéciale de la Chambre introduisent dans le projet une série de termes dont la portée n'est pas précisée par une loi ou par un règlement (par exemple: «personnes les moins favorisées», «modifier temporairement», «enveloppe budgétaire», «qui répond à des besoins collectifs»). Il est permis de se demander si l'absence de définition ne fera pas obstacle à la réalisation de l'objectif poursuivi par les amendements.

Une expression comme celle de «revenu mensuel moyen», utilisée dans l'amendement d'un parlementaire, tendant à compléter le projet par un article 2^{ter}, appelle une critique analogue à celle qui a été formulée en ce qui concerne l'expression «personnes les moins favorisées».

2. Les dispositions du 5^o, relatives à la maîtrise et à la limitation des dépenses publiques, confèrent au Roi le pouvoir de modifier notamment les règles sur la comptabilité de l'Etat. Il va de soi que cette habilitation ne permettra de porter atteinte ni au droit de contrôle du Parlement en la matière, ni à la compétence de la Cour des comptes.

3. Divers amendements visent à compléter le projet par des dispositions prévoyant expressément, les unes que la loi sur les pouvoirs spéciaux et ses arrêtés d'exécution ne peuvent porter atteinte à la répartition des compétences entre l'Etat, les Communautés et les Régions, les autres que les Communautés et les Régions doivent être associées, chacune en ce qui la concerne, à l'élaboration des arrêtés d'exécution, soit par la voie d'une consultation ou d'une concertation, soit à l'intervention du Comité de concertation visé à l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà fait observer et comme le confirment l'exposé des motifs et la discussion parlementaire, il va de soi que la loi de pouvoirs spéciaux ne saurait déroger ni à la loi spéciale du 8 août 1980 ni à la répartition des compétences que celle-ci a établie entre l'Etat, les Communautés et les Régions. C'est vrai pour les matières qu'elle vise; c'est vrai aussi pour les procédures de consultation et de concertation qu'elle organise. Dans la mesure où ils sont destinés à rappeler des règles qui existent déjà, les amendements n'ajoutent rien à la législation en vigueur et peuvent dès lors être considérés comme superflus. S'ils tendaient à ajouter des règles nouvelles à celles établies par la loi spéciale du 8 août 1980, ils ne pourraient être adoptés qu'à la majorité spéciale requise en vertu des articles 59bis et 107quater de la Constitution.

De tekst van de amendementen bedoeld onder 2) en 3) van de adviesaanvraag is aan de Raad van State meegedeeld, voor een deel in machineschrift, voor een deel in handschrift, voor nog een ander deel door verwijzing naar gedeelten van in parlementaire gedrukte stukken opgenomen amendementen. Dat procédé moet noodzakelijkerwijs leiden tot moeilijkheden bij het verwijzen ernaar.

II. — Het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, over een voorontwerp van wet betreft vóór alles de rechtspunten die door en met het voorontwerp worden gesteld. Daarnaast wordt aandacht besteed aan de samenhang tussen de ontwerp-voorzieningen en reeds bestaande wets- en verdragsbepalingen en kunnen redactionele opmerkingen worden gemaakt, hetzij om de leesbaarheid van de tekst te bevorderen, hetzij om de bedoelingen van de auteurs van het voorontwerp beter tot uitdrukking te brengen. In geen geval betreft het advies de wenselijkheid van de ontwerp-bepalingen, noch hun inhoudelijk onderwerp.

Bovendien is 's Raads advies in geen van zijn geledingen bindend, noch voor de Regering, noch voor het Parlement. Uit de parlementaire voorbereiding bij de inrichtingswet van 23 december 1946 blijkt duidelijk dat aan de Raad van State geen deel in de beleidsverantwoordelijkheid is toegekend.

Het leek de Raad van State gewenst naar aanleiding van deze adviesaanvraag de door de afdeling wetgeving van bij haar ontstaan overeenkomstig de wil van de wetgever gevolgde gedragslijn even in herinnering te brengen.

III. — Vele aan de Raad van State ten advieze voorgelegde amendementen roepen alleen opportuniteitsvragen op, waarover de Raad van State zich, zoals hiervoren is uiteengezet, niet heeft uit te spreken.

De Raad van State zal derhalve alleen opmerkingen maken bij de amendementen die vragen oproepen welke binnen zijn bevoegdheid vallen, zoals deze hiervoren is omschreven.

IV. — De onderhavige ontwerp-wet is er een die bij gewone meerderheid zal worden aangenomen; het spreekt dus vanzelf dat zij de bijzondere wet niet vermag te wijzigen en a fortiori de Koning niet kan machtigen om dat te doen. Zij zal, integendeel, ter interpretatie van ieder van haar bepalingen, geacht moeten worden in overeenstemming met de bijzondere wet te zijn. Die vraag komt nader aan de orde in de opmerking 3 bij artikel 1.

V. — Gelet op de zeer korte termijn waarin om advies is gevraagd, moet de Raad van State zich noodgedwongen beperken tot de opmerkingen die hierna volgen.

Artikel 1.

1. Onverminderd de opmerking die in 's Raads advies L. 14.457/VR van 23 december 1981 is gemaakt omtrent de noodzaak van precisie in de omschrijving van de bijzondere machten, moet worden opgemerkt dat de amendementen die in de Bijzondere Kamercommissie zijn aanvaard een aantal termen aan het ontwerp toevoegen die bij wet of reglement niet nader zijn omschreven (bijvoorbeeld: «minstbegoeden», «tijdelijk... te wijzigen», «begrotingsenvolop», «die voldoet aan collectieve noodwendigheden»). Het is zeer de vraag of de ontstentenis van een definitie het bereiken van het met de amendementen nagestreefde doel niet in de weg staat.

Een uitdrukking als een «gemiddeld maandelijks inkomen», die voorkomt in een amendement van een parlementslid dat ertoe strekt het ontwerp aan te vullen met een artikel 2^{ter}, treft dezelfde kritiek als de uitdrukking «minstbegoeden».

2. In het bepaalde onder 5^o wordt met betrekking tot het beheersen en het beperken van de openbare uitgaven aan de Koning bevoegdheid verleend om onder meer de regelen betreffende de rijkscomptabiliteit te wijzigen. Het spreekt vanzelf dat op grond van deze toewijzing van bevoegdheid niet kan worden geraakt, noch aan het parlementaire controlerecht terzake, noch aan de bevoegdheid van het Rekenhof.

3. Verschillende amendementen strekken ertoe het ontwerp aan te vullen met bepalingen waarbij uitdrukkelijk wordt gesteld, door de ene dat de bijzondere-machtenwet en haar uitvoeringsbesluiten geen afbreuk kunnen doen aan de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, door de andere dat de Gemeenschappen en de Gewesten elk war hen betreft, bij de totstandkoming van de uitvoeringsbesluiten zouden betrokken worden hetzij in de vorm van een raadpleging of overleg, hetzij door de tussenkomst van het Overlegcomité bedoeld in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Het hoeft geen betoog, en het is reeds door de Raad van State opgemerkt en door de memorie van toelichting en in de verdere parlementaire besprekingen bevestigd, dat de bijzondere-machtenwet niet kan afwijken van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en de door haar vastgestelde bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten. Dat is zo voor de bedoelde materies en dat is ook zo voor de door de bijzondere wet georganiseerde procedures van consultatie en overleg. In zover de amendementen ertoe strekken aan deze reeds bestaande regelen te herinneren, voegen ze niets toe aan de bestaande wetgeving en mogen zij als overbodig worden beschouwd. Mochten die amendementen ertoe strekken nieuwe regelen toe te voegen aan die welke in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn opgenomen, kunnen zij slechts worden aangenomen met de bijzondere meerderheid welke krachtens de artikelen 59bis en 107quater van de Grondwet is vereist.

Quant à l'intervention du Comité de concertation, elle est organisée par la loi ordinaire du 9 août 1980. On peut concevoir qu'une loi ordinaire vienne modifier sur ce point le régime existant. On remarquera cependant que l'article 32, § 2, de la loi précitée du 9 août 1980 rencontre déjà en partie les préoccupations des auteurs des amendements. Il appartiendra au législateur de décider s'il y a lieu d'étendre l'intervention du Comité de concertation telle qu'elle est définie dans la loi ordinaire du 9 août 1980. Cette extension devrait toutefois trouver sa place dans la loi ordinaire du 9 août 1980, parmi les dispositions qui ont trait à la prévention et au règlement des conflits.

4. D'autres amendements ont pour objet de préciser l'étendue des pouvoirs spéciaux, soit en indiquant de manière expresse dans le projet les matières pour lesquelles le Roi ne se verra pas attribuer de pouvoir spécial, soit en excluant du pouvoir du Roi les matières dites réservées au législateur par la Constitution et parmi lesquelles il est notamment fait mention de la législation linguistique.

Dans l'avis précité du 23 décembre 1981, le Conseil d'Etat a déjà souligné la nécessité de définir les pouvoirs spéciaux avec toute la précision requise. La mention expresse des matières qui sont exclues du pouvoir spécial attribué au Roi satisfait à cette observation, pourvu toutefois que la liste reprise dans l'amendement soit complète. Il n'appartient évidemment pas au Conseil d'Etat d'apprécier si c'est ou non le cas.

En ce qui concerne le pouvoir du Roi à l'égard des matières réservées au législateur, c'est là une question juridique qu'il convient de résoudre en s'inspirant des considérations qui ont été développées dans l'avis du 23 décembre 1981 au sujet des matières fiscales. Il va de soi que lorsqu'un texte est imprécis quant au pouvoir du Roi, la règle de l'interprétation restrictive oblige à conclure que le Roi n'est pas habilité à régler une matière réservée. On observera pour le surplus qu'en vertu de l'article 59bis, § 3, de la Constitution, la législation linguistique a été, en règle générale, dévolue aux Communautés, sauf pour ce qui est de l'emploi des langues en matière judiciaire et à l'armée.

Enfin, l'insertion du mot « notamment » confère à la suite du texte un caractère non limitatif. Ainsi qu'il a déjà été observé antérieurement, l'énonciation d'exemples dans un texte normatif peut être utile pour interpréter la règle établie, du moins en ce qui concerne l'exemple énoncé, mais cette utilité s'arrête là. Quant à savoir si le mot « notamment » peut être maintenu ou non dans le texte, cela dépend des pouvoirs que l'on entend attribuer au Roi. Il est évident que si le mot « notamment » est supprimé dans le texte, le pouvoir du Roi se trouvera limité à la matière qui, dans l'état actuel du projet, est citée à titre d'exemple. Quoi qu'il en soit et dans l'optique des observations faites précédemment en ce qui concerne la nécessité d'être précis, le procédé des exemples est déconseillé dans un texte normatif et davantage encore dans une loi de pouvoirs spéciaux.

5. Certains amendements tendent à reporter les dispositions du 2° concernant les tarifs des professions libérales à l'article qui a trait aux matières fiscales. Un tel amendement n'aurait de raison d'être que dans le cas où le pouvoir visé au 2° serait destiné à ne permettre de modifier que la législation fiscale.

6. En ce qui concerne les dispositions du 6°, il y a lieu d'observer que, tout particulièrement, l'expression « toute institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général et dans la création ou la direction de laquelle se constate la prépondérance de l'Etat » est susceptible d'une interprétation très large, dont on peut se demander si elle répond bien aux intentions du Gouvernement. L'amendement à la même disposition, selon lequel les organismes qui assument des missions relevant partiellement ou totalement de la compétence des Communautés ou des Régions seraient exclus du champ d'application des pouvoirs spéciaux, soulève une question analogue, sans préjudice, bien entendu, de ce qui a été observé ci-avant au sujet de la compétence des Communautés et des Régions.

7. Quant à la nouvelle disposition du 9°, telle que l'a adoptée la Commission spéciale de la Chambre, elle a déjà fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat, le 6 janvier 1981, sous le numéro L. 14.459/2.

Art. 2.

L'amendement, porté par le document 28/26-VI sous l'article 2, 1, propose la suppression du mot « rétributions » pour la raison que celles-ci n'entrent pas dans les matières fiscales.

Le terme de « rétributions » est utilisé dans l'article 90, alinéa 3, dans l'article 143, alinéa 2, et dans l'article 145, alinéa 1^{er}, du Code des droits de succession, dans l'article 236, alinéa 3 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et dans l'arrêté ministériel du 9 décembre 1968 fixant les rétributions dues aux receveurs de l'enregistrement et des domaines pour la délivrance de renseignements, certificats et copies.

Peuvent également être considérés comme des rétributions les salaires des conservateurs des hypothèques, tels qu'ils sont déterminés par l'arrêté royal du 18 septembre 1962.

Wat betreft de tussenkomst van het Overlegcomité, deze is georganiseerd door de gewone wet van 9 augustus 1980. Het is denkbaar dat een gewone wet de desbetreffende bestaande regeling zou wijzigen. Niettemin moet worden opgemerkt dat voor een deel aan de zorg van de indieners van de betrokken amendementen wordt tegemoetgekomen door artikel 32, § 2, van de genoemde wet van 9 augustus 1980. Het zal aan de wetgever horen erover te beslissen of de interventie van het Overlegcomité, zoals omschreven in de gewone wet van 9 augustus 1980, dient te worden uitgebreid. Die uitbreiding zou evenwel haar plaats moeten vinden in de gewone wet van 9 augustus 1980, met name onder de bepalingen die de voorkoming en regeling van conflicten betreffen.

4. Andere amendementen strekken ertoe de omvang van de bijzondere machten te verduidelijken, hetzij door in het ontwerp uitdrukkelijk op te nemen de materies waaromtrent aan de Koning geen bijzondere bevoegdheid wordt toegekend, hetzij door uit de bevoegdheid van de Koning te weren de zogeheten door de Grondwet aan de wetgever voorbehouden aangelegenheden waarbij onder meer melding wordt gemaakt van de taalwetgeving.

In het bovengenoemde advies van 23 december 1981 heeft de Raad van State reeds erop gewezen dat het noodzakelijk is de bijzondere machten met de nodige precisie te bepalen. Het uitdrukkelijk opnemen van de materies die buiten de bijzondere bevoegdheid van de Koning worden gehouden, komt tegemoet aan die opmerking, in zover evenwel de in het amendement opgenomen lijst volledig zou zijn. Of die lijst al dan niet volledig is, daarover kan de Raad van State niet oordelen.

Wat betreft de bevoegdheid van de Koning ten aanzien van de aan de wetgever voorbehouden aangelegenheden, deze rechtsvraag moet worden opgelost aan de hand van de beschouwingen die in het advies van 23 december 1981 zijn uiteengezet met betrekking tot de fiscale aangelegenheden. Het spreekt vanzelf dat wanneer een tekst omtrent de bevoegdheid van de Koning vaag is, de regel van de restrictieve interpretatie ertoe moet leiden dat de Koning de bevoegdheid mist om een voorbehouden aangelegenheid te regelen. Voor het overige mag nog worden opgemerkt dat de taalwetgeving krachtens artikel 59bis, § 3, van de Grondwet, in de regel aan de Gemeenschappen is toebedeeld, behoudens wat betreft het taalgebruik in gerechtszaken en in het leger.

Ten slotte betekent de invoeging van de woorden « onder meer » dat wat erop volgt, bij wege van voorbeeld is vermeld. Zoals nog is opgemerkt, is het opsommen van voorbeelden in een normatieve tekst mogelijk wel dienstig voor de uitleg van de vastgestelde regel minstens wat het voorbeeld betreft, doch ook niet meer. Of de woorden « onder meer » in de tekst kunnen behouden blijven of niet, hangt af van de bevoegdheden die men aan de Koning wenst toe te kennen. Het ligt voor de hand dat wanneer de woorden « onder meer » in de tekst worden geschrapt, de bevoegdheid van de Koning beperkt wordt tot de aangelegenheid die vooralsnog als een voorbeeld wordt geciteerd. In alle geval en in de lijn van de voorgaande opmerkingen omtrent de noodzaak van precisie, is het procédé waarbij met voorbeelden wordt gewerkt, in een normatieve tekst en meer nog in een bijzondere-machtenwet af te raden.

5. Enkele amendementen strekken ertoe het bepaalde in 2° omtrent de tarieven van vrije beroepen op te nemen in het artikel betreffende de fiscale aangelegenheden. Dit amendement heeft slechts een reden van bestaan uitsluitend in het geval dat de in 2° genoemde bevoegdheid wordt aangewend tot een wijziging van de fiscale wetgeving.

6. Met betrekking tot het bepaalde onder 6° moet worden opgemerkt dat vooral de uitdrukking « elke instelling naar Belgisch recht die voldoet aan collectieve noodwendigheden van algemeen belang en in welke oprichting of bestuur het overwicht van de Staat wordt vastgesteld » tot een zeer ruime interpretatie aanleiding kan geven. De vraag is of zulks aan de bedoelingen van de Regering beantwoordt. Het amendement dat bij diezelfde bepaling is ingediend, en waarbij van het toepassingsgebied van de bijzondere bevoegdheid zouden worden uitgesloten de instellingen die voor een deel of voor het geheel taken van de Gemeenschappen of van de Gewesten uitvoeren, doet een gelijkwaardige vraag rijzen, onverminderd uiteraard hetgeen boven omtrent de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten is uiteengezet.

7. Over de nieuwe bepaling van 9°, zoals die door de Bijzondere Kamercommissie is aanvaard, is door de Raad van State reeds advies uitgebracht onder nummer L. 14.459/2 van 6 januari 1981.

Art. 2.

Het in het gedrukt stuk 28/26-VI opgenomen amendement op artikel 2 stelt in de tekst onder 1) voor het woord « retributies » weg te laten omdat deze geen deel uitmaken van de fiscale materies.

De term « retributies » is gebruikt in artikel 90, derde lid, in artikel 143, tweede lid, en in artikel 145, eerste lid, van het Wetboek der successierechten, in artikel 236, derde lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, alsook in het ministerieel besluit van 9 december 1968 tot vaststelling van de retributies aan de ontvangers der registratie en domeinen verschuldigd voor het verstrekken van inlichtingen, getuigenschappen, afschriften of uittreksels.

Als retributies kunnen ook worden aangemerkt de lonen van de hypotheekbewaarders, zoals die zijn vastgesteld bij het koninklijk besluit van 18 september 1962.

On peut encore citer, dans le même ordre d'idées, l'arrêté royal du 19 février 1981 fixant les rétributions dues pour la délivrance d'extraits cadastraux (*Monteur belge* du 2 avril 1981).

C'est en tenant compte de cette signification usuelle en droit fiscal qu'il appartiendra aux Chambres législatives d'apprécier l'opportunité de l'amendement dont il s'agit.

∴

En ce qui concerne l'amendement du document 28/26-VI sous l'article 2, 2, le Conseil d'Etat ne peut que se référer aux observations qu'il a faites dans son avis du 23 décembre 1981 relativement à la compatibilité du projet avec l'article 110 de la Constitution. Les mots « les modalités d'établissement » sont, en effet, indissociables de la détermination de l'assiette et du taux de l'impôt.

Pour des raisons de style, mieux vaudrait écrire, au 2°, « ... notamment en ce qui concerne la limite ... », puisque l'idée de modification est déjà comprise dans la phrase introductive de l'article.

L'amendement présenté dans le document 28/26-VI sous l'article 2, 3, tend à compléter le 5° par les mots « avec avis conforme de la Communauté flamande et de la Région wallonne ».

De ce que la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles (article 15) attribue à la Communauté flamande et à la Région wallonne le produit de l'impôt sur les plus-values visées à l'article 67, 7°, c, du Code des impôts sur les revenus, comme le Conseil d'Etat a cru devoir le rappeler dans son avis précité du 23 décembre 1981, il ne peut être déduit que la compétence du législateur national relativement à l'établissement de cet impôt pourrait être limitée de quelque façon par une loi votée, comme le sera la loi en projet, à la majorité ordinaire; ce serait le cas si l'exercice de cette compétence était subordonné à l'avis conforme d'un organe d'une Communauté ou d'une Région.

∴

L'amendement 28/26-VI sous l'article 2, 4, propose de supprimer à l'article 2, 6°, la conjonction « et » entre « amortissements » et « des investissements ».

Il n'en résulterait pas une simple amélioration de syntaxe, comme le suggère la justification, mais une modification de l'étendue des pouvoirs conférés.

La suppression de la conjonction aurait, en effet, pour conséquence de limiter les pouvoirs du Roi, tant dans le régime des amortissements que dans le régime des investissements.

Ainsi, par exemple, si le législateur entend permettre au Roi de modifier le régime fiscal des investissements, indépendamment du régime des amortissements, en accordant une réduction d'impôt ou une exemption sur les revenus produits par de nouveaux investissements, le texte adopté par la Commission doit être maintenu.

∴

L'amendement 28/26-VI sous l'article 2, 5, tend à compléter le 6° par les mots « après avis conforme des Communautés et des Régions ».

La circonstance que « les investissements tendant à économiser l'énergie et à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées » sont partiellement de la compétence des Régions n'emporte pas l'attribution à celles-ci d'une compétence en matière fiscale qui justifierait une limitation de celle du législateur national. C'est seulement par une loi spéciale que, dans ce domaine, il serait possible « d'associer (les Régions) à la prise de décision ».

∴

Au 8°, le mot « débiton » n'est effectivement pas correct, comme l'indique un amendement. On pourrait écrire plus simplement :

« 8° les intérêts de retard en matière d'impôts ... ».

∴

Au 13°, mieux vaudrait écrire « ... seront applicables aux infractions aux dispositions prises en vertu du présent article ».

∴

In dezelfde gedachtengang kan ook melding worden gemaakt van het koninklijk besluit van 19 februari 1981 tot vaststelling van de « vergeldingen » — in het Frans: « rétributions » — voor afgifte van kadastrale uittreksels (*Belgisch Staatsblad* van 2 april 1981).

Met inachtneming van deze fiscaalrechtelijk gangbare betekenis van de term zullen de Wetgevende Kamers dienen te oordelen of het bewuste amendement al dan niet dienstig is.

∴

In verband met het amendement in het gedrukte stuk 29/26-VI voorgesteld onder artikel 2, 2, kan de Raad van State niet anders dan verwijzen naar de opmerkingen die hij in zijn advies van 23 december 1981 heeft gemaakt betreffende de bestaanbaarheid van het ontwerp met artikel 110 van de Grondwet. Het woord « inningsmodaliteiten » is inderdaad niet los te zien van het bepalen van de grondslag en het tarief van de belasting.

Voor een betere lezing zou in 2° kunnen worden geschreven: « ... onder meer wat betreft de in artikel ... », daar de wijzigingsidee reeds besloten ligt in de inleidende volzin van het artikel.

Het amendement dat in het gedrukte stuk 28/26-VI voorgesteld is onder artikel 2, 3, strekt om de tekst onder 5° aan te vullen met de woorden « na eensluidend advies van de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest ».

Uit het feit dat de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (artikel 15) de opbrengst van de belasting op de meerwaarden bedoeld in artikel 67, 7°, c, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen toewijst aan de Vlaamse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest — de Raad van State heeft dat overigens al gememoreerd in zijn meergenoemd advies van 23 december 1981 —, mag niet worden afgeleid dat de bevoegdheid van de nationale wetgever in verband met het invoeren van die belasting op enigerlei wijze zou kunnen worden beperkt door een gewone-meerderheidswet, zoals de ontworpen wet er een zal zijn; en dat zou het geval zijn als de uitoefening van die bevoegdheid afhankelijk zou worden gemaakt van het eensluidend advies van een Gemeenschaps- of Gewestorgaan.

∴

Het amendement 28/26-VI stelt onder artikel 2, 4, voor, in artikel 2, 6°, tussen het woord « afschrijvingen » en de woorden « de investeringen » het voegwoord « en » weg te laten.

Anders dan de verantwoording te verstaan geeft, zou dit niet gewoon een verbeterde zinsbouw, maar wel een wijziging van de omvang van de verleende machten opleveren.

Door het weglaten van het voegwoord zouden 's Konings bevoegdheden immers worden beperkt zowel ten aanzien van het stelsel van de afschrijvingen als ten aanzien van het stelsel van de investeringen.

Als de wetgever de Koning bijvoorbeeld de bevoegdheid wil geven om het fiscaal stelsel van de investeringen te wijzigen, los van het stelsel van de afschrijvingen door een belastingvermindering of een vrijstelling te verlenen op de inkomsten uit nieuwe investeringen, moet de door de Commissie aangenomen tekst worden behouden.

∴

Het amendement in het gedrukte stuk 28/26-VI voorgesteld onder artikel 2, 5, strekt ertoe, de tekst onder 6° aan te vullen met de woorden « op eensluidend advies van de Gemeenschappen en de Gewesten ».

Het feit dat « de energiebesparende investeringen en de investeringen tot bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe produkten en van toekomstgerichte technologieën » gedeeltelijk onder de Gewesten ressorteren brengt niet mede dat aan die Gewesten een bevoegdheid inzake belastingen wordt verleend die een beperking van de bevoegdheid van de nationale wetgever zou wettigen. Alleen door een bijzondere wet zou het mogelijk zijn de Gewesten « bij de besluitvorming te betrekken ».

∴

Het in de tekst onder 8° gebruikte woord « verschuldigdheid » is inderdaad niet juist, zoals een amendement erop wijst. De tekst zou eenvoudiger als volgt kunnen worden gelezen :

« 8° de nalatigheidsinteressen inzake inkomstenbelastingen ... ».

∴

In de tekst onder 13° zou beter worden gelezen: « ... van toepassing op de overtredingen van de bepalingen vastgesteld krachtens dit artikel ».

∴

Art. 3.

I. — Il ressort tant de l'amendement au paragraphe 2 déposé par le Gouvernement que des discussions en commission (Doc. n° 28/22, p. 176) ⁽¹⁾ que, dans l'intention du Gouvernement et de la Commission, le Conseil d'Etat, section de législation, sera consulté sur les projets d'arrêtés royaux pris en exécution de la loi de pouvoirs spéciaux, conformément à l'article 3, §§ 1er et 2, des lois coordonnées, comme s'il s'agissait d'avant-projets de lois.

Il ressort encore du rapport de la Commission (même page) que « la procédure (de concertation) suivie aux §§ 3 et 4 joue automatiquement lorsque le § 2 de l'article 3 des lois sur le Conseil d'Etat est d'application ».

II. — Aux termes de l'article 6, § 7, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

« Les Exécutifs visés aux §§ 2 à 6 sont les Exécutifs prévus par la présente loi ainsi que l'autorité compétente pour le territoire autre que celui de la Région wallonne ou de la Région flamande ».

Il résulte clairement de ce texte que la simple référence à la loi spéciale suffit à rendre les procédures prévues à l'article 6, §§ 2 à 6, applicables à l'égard de l'Exécutif de la Région bruxelloise comme à l'égard des Exécutifs des deux autres régions.

Les amendements tendant à introduire une référence à la loi coordonnée du 20 juillet 1979 sont donc sans objet.

Compte tenu de ces observations, les paragraphes 1er et 2 pourraient être rédigés d'une manière à la fois plus logique et plus claire de la façon suivante :

« § 1er. Les projets d'arrêtés visés aux articles 1er et 2 sont soumis à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat, dans les cas et avec les effets prévus pour les avant-projets de lois par l'article 3, §§ 1er à 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

§ 2. Sous réserve du paragraphe 1er, les arrêtés visés aux articles 1er et 2, peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrits par des dispositions autres que celles de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

Au paragraphe 4, alinéa 2, mieux vaudrait écrire : « ... est applicable aux infractions aux dispositions prises en vertu du présent paragraphe ».

Art. 4

En relation avec certains amendements au paragraphe 3, on relèvera que dans la loi du 31 mars 1967, le législateur avait jugé opportun de s'exprimer dans les termes suivants :

« Article 3. Les pouvoirs accordés au Roi expirent...

Les arrêtés pris en vertu de ceux-ci peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés qu'en vertu d'une loi, le Roi conservant le droit d'abroger, de compléter, de modifier ou de remplacer les dispositions qui concernent les matières qui relèvent de sa compétence ».

La même formulation se retrouve dans l'article 89, § 4, alinéa 3, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires.

Si le Gouvernement et les Chambres législatives estimaient devoir énoncer en termes exprès une règle qui se dégage déjà des principes généraux de notre droit public, ils pourraient s'inspirer de ces précédents.

L'alinéa 2 du paragraphe 4 adopté par la Commission concerne la rétroactivité des modifications qui seraient apportées à la taxation des plus-values sur immeubles non bâtis, prévue par l'article 67, 7^o, c, du Code des impôts sur les revenus. Cette rétroactivité ne suscite pas d'objection s'il ne s'agit que d'apporter une atténuation à l'impôt ou de supprimer celui-ci. Au contraire, une aggravation de la charge fiscale pour des exercices clos irait à l'encontre de l'article 111, alinéa 2, de la Constitution.

Art. 6

Bien que le Conseil d'Etat ne soit pas saisi de l'article 6 tel qu'il a été adopté par la Commission, il croit devoir observer que cet article emploie une formule inadéquate en mentionnant les Chambres législatives, alors qu'il y aurait lieu de mentionner le législateur ou la loi.

Quant au terme « ratifiés », qu'utilise le texte français, il est en l'occurrence moins usuel que le verbe « confirmer » (voir l'avis du 23 décembre 1981, doc. n° 28/1, p. 7, note 1).

∴

⁽¹⁾ Le présent avis était émis lorsque l'annexe à ce rapport est parvenue au Conseil d'Etat.

Art. 3.

I. — Zowel uit het amendement dat de Regering bij paragraaf 2 heeft ingediend (Gedr. St., nr 28/21) ⁽¹⁾ als uit de bespreking in de Commissie (Gedr. St., nr 28/22, blz. 176) blijkt dat de Regering en de Commissie het zo zien dat de Raad van State, afdeling wetgeving, over de ontwerpen van koninklijke besluiten die zullen worden vastgesteld ter uitvoering van de wet op de bijzondere machten overeenkomstig artikel 3, §§ 1 en 2, van de gecoördineerde wetten om advies zal worden gevraagd alsof het ging om voorontwerpen van wetten.

Uit het verslag van de Commissie (zelfde bladzijde) blijkt ook dat « de in §§ 3 en 4 gevolgde (overleg) procedure automatisch wordt toegepast wanneer § 2 van artikel 3 van de wetten op de Raad van State van toepassing is ».

II. — Artikel 6, § 7, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

« De Executieven bedoeld in de §§ 2 tot 6 zijn de Executieven bepaald in deze wet alsmede de overheid die bevoegd is voor het andere grondgebied dan dat van het Vlaamse Gewest of het Waalse Gewest ».

Uit deze tekst blijkt duidelijk dat een blote verwijzing naar de bijzondere wet kan volstaan opdat de in artikel 6, §§ 2 tot 6, bepaalde procedures toepassing vinden zowel ten aanzien van de Executieve van het Brussels Gewest als ten aanzien van de Executieven van de twee andere Gewesten.

De amendementen die strekken om een verwijzing naar de gecoördineerde wet van 20 juli 1979 in te voegen hebben dus geen onderwerp.

Met inachtneming van deze opmerkingen, zouden de paragrafen 1 en 2 logischer en meteen duidelijker als volgt kunnen worden geredigeerd :

« § 1. De ontwerpen van besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 worden aan het met redenen omkleed advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State onderworpen in de gevallen en met de gevolgen als voor de voorontwerpen van wetten is bepaald door artikel 3, §§ 1 tot 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van de State.

§ 2. Onder voorbehoud van paragraaf 1, kunnen de in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ».

In paragraaf 4, tweede lid, zou beter worden gelezen : « ...is van toepassing op de overtredingen van de krachtens deze paragraaf vastgestelde bepalingen ».

Art. 4

In verband met een aantal amendementen op paragraaf 3 moge erop worden gewezen dat de wetgever, in de wet van 31 maart 1967, heeft gemeend zich als volgt te moeten uitdrukken :

« Artikel 3. De machten toegekend aan de Koning verstrijken...

De besluiten getroffen krachtens deze machten kunnen de vigerende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen. Na het verstrijken van de door deze wet toegekende machten, kunnen die besluiten niet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen dan door een wet, terwijl de Koning het recht behoudt de bepalingen, die betrekking hebben op zaken die onder zijn bevoegdheid vallen, op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen ».

Eenzelfde formulering staat ook in artikel 89, § 4, derde lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen.

Mochten Regering en Wetgevende Kamers het nodig oordelen een reeds uit de algemene beginselen van ons publiekrecht af te leiden regel uitdrukkelijk te formuleren, dan zouden zij die precedents tot voorbeeld kunnen nemen.

Het tweede lid van de door de Commissie aangenomen paragraaf 4 betreft de terugwerking van de wijzigingen die mochten worden aangebracht in de belasting van de meerwaarden op ongebouwde onroerende goederen die bepaald is in artikel 67, 7^o, c, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Tegen die terugwerking is er geen bezwaar als het er alleen om gaat de belasting te verzachten of ze af te schaffen. Een verzwaring van de belastingdruk voor afgesloten dienstjaren daarentegen zou in strijd komen met artikel 111, tweede lid, van de Grondwet.

Art. 6

De Raad van State, al wordt hem geen advies gevraagd over artikel 6 zoals het door de Commissie is aangenomen, meent toch te moeten opmerken dat het bewuste artikel met de term « Wetgevende Kamers » een ondeugdelijke formule hanteert. Er zou moeten staan « de wetgever » of « de wet ».

Voorts is de Franse term « ratifier » hier minder gebruikelijk dan « confirmer » (men zie het advies van 23 december 1981; Gedr. St. nr 28/1, blz. 7, voetnoot 1).

∴

⁽¹⁾ Dit advies was uitgebracht toen de bijlage van het desbetreffende verslag op de Raad toekwam.

L'un des amendements à l'article 6 vise à remplacer cet article par un texte dont le premier alinéa prévoit que « les dispositions des arrêtés royaux pris en vertu de la présente loi qui comporteraient des mesures qui ne peuvent être prises que par une loi en vertu de la Constitution, sont abrogées au 1er janvier 1983 si elles n'ont pas été ratifiées par les Chambres législatives avant cette date ».

La date choisie du 1er janvier 1983 n'est pas en harmonie avec la période d'exercice des pouvoirs spéciaux dont l'expiration est prévue pour le 31 décembre 1982. Il serait, en effet, pratiquement impossible au Gouvernement d'obtenir le vote d'une loi de confirmation pour les arrêtés royaux qui seraient publiés pendant les dernières semaines de l'année 1982.

Un autre amendement vise à retenir la même date du 1er janvier 1983 pour le motif que « la Constitution prévoit que les impôts sont votés annuellement et valables pour un an ».

S'il est exact qu'aux termes de l'article 111, alinéa 2, de la Constitution, les lois qui établissent des impôts n'ont de force que pour un an si elles ne sont pas renouvelées, il n'en demeure pas moins que les Chambres sont appelées à voter chaque année, avant le 31 décembre, une disposition de la loi de finances qui prévoit ce renouvellement.

Ainsi, la loi de finances du 17 décembre 1981 pour l'année budgétaire 1982 prévoit-elle en son article 19 :

« Les impôts directs et indirects, en principal et décimes additionnels au profit de l'Etat, existant au 31 décembre 1981 seront recouvrés pendant l'année 1982 d'après les lois, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception, y compris les lois, arrêtés et tarifs qui n'ont qu'un caractère temporaire ou provisoire » (*Moniteur belge* du 30 décembre 1981).

∴

Un autre amendement vise à soumettre à la confirmation des Chambres législatives non seulement les arrêtés pris en vertu de l'article 2, mais l'ensemble des arrêtés royaux pris en vertu de « la présente loi ».

Si cet amendement était accepté - opportunité sur laquelle il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer - il conviendrait, en tout cas, d'exclure de l'abrogation les arrêtés pris en exécution de l'article 5, qui ne sont pas des arrêtés de pouvoirs spéciaux.

L'un des amendements (doc. n° 28/2 - III) est libellé comme suit :

« Les arrêtés royaux pris en vertu des articles 1er et 2 ne produiront leurs effets qu'après confirmation par les Chambres législatives ».

Dans la justification, et surtout dans la justification additionnelle de cet amendement, l'auteur de celui-ci insiste sur l'incidence du texte adopté par la Commission sur l'application de l'article 38bis de la Constitution.

Il est évident, d'une part, que la loi en projet est elle-même soumise à l'article 38bis de la Constitution, tout comme les éventuelles lois de ratification, et, d'autre part, que les arrêtés pris sur base de cette loi auront le caractère d'actes du pouvoir exécutif, et échapperont, à ce titre, à l'article 38bis. Cette conséquence est inhérente au système même des pouvoirs spéciaux.

L'introduction a été rédigée et l'avis concernant les amendements aux articles 1, 2bis, 2ter et 7bis a été donné par la première chambre, composée de

MM. :

H. ADRIAENS, *président*;
H. COREMANS,
Gh. TACQ, *conseillers d'Etat*;
M^{me} M. BENARD, *greffier*.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. TACQ.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur général.

Le Greffier,
(s) M. BENARD.

Le Président,
(s) H. ADRIAENS.

L'avis concernant les amendements aux articles 2, 3, 4 et 6 a été donné par la deuxième chambre, composée de

MM. :

P. TAPIE, *président de chambre*;
H. ROUSSEAU,
Ch. HUBERLANT, *conseillers d'Etat*;

M^{me} :

M. VAN GERREWEY, *greffier assumé*.

Een van de amendementen op artikel 6 strekt ertoe dat artikel te vervangen door een tekst die in het eerste lid stelt : « De bepalingen van de krachtens deze wet genomen koninklijke besluiten die maatregelen behelzen die krachtens de Grondwet slechts bij wet kunnen worden getroffen, zijn op 1 januari 1983 opgeheven indien ze voor die datum niet door de Wetgevende Kamers zijn bekrachtigd ».

Deze gekozen datum, 1 januari 1983, harmonieert niet met het tijdvak van uitoefening der bijzondere machten, waarvan gepland is dat ze zullen verstrijken op 31 december 1982. De Regering zou immers nagenoeg onmogelijk een wet aangenomen kunnen krijgen tot bekrachtiging van koninklijke besluiten die in de laatste weken van het jaar 1982 bekendgemaakt mochten zijn.

Een ander amendement wil diezelfde datum van 1 januari 1983 aanhouden onder overweging dat « krachtens de Grondwet de belastingen jaarlijks worden goedgekeurd en een jaar geldig blijven ».

Het moge nu juist zijn, dat wetten die belastingen invoeren luidens artikel 111, tweede lid, slechts voor één jaar van kracht zijn indien zij niet worden vernieuwd, de Wetgevende Kamers krijgen niettemin ieder jaar vóór 31 december een bepaling van de financiewet goed te keuren die in zodanige vernieuwing voorziet.

Zo bepaalt de financiewet van 17 december 1981 voor het begrotingsjaar 1982 in artikel 19 :

« De op 31 december 1981 bestaande directe en indirecte belastingen, in hoofdsom en opdecimen ten behoeve van de Staat, worden tijdens het jaar 1982 ingevorderd volgens de wetten, besluiten en tarieven waarbij de zetting en invordering ervan worden geregeld, met inbegrip van de wetten, besluiten en tarieven, die slechts een tijdelijk of voorlopig karakter hebben » (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1981).

∴

Nog een amendement wil aan bekrachtiging door de Wetgevende Kamers onderwerpen niet alleen de besluiten die krachtens artikel 2, maar al de besluiten die op grond « van deze wet » worden vastgesteld.

Mocht dat amendement worden aangenomen - en over de wenselijkheid daarvan heeft de Raad van State zich niet uit te spreken - dan zouden hoe dan ook de ter uitvoering van artikel 5 vastgestelde besluiten, die geen bijzondere-machtenbesluiten zijn, buiten de opheffing moeten worden gehouden.

Een van de amendementen (Gedr. St. 28/2 - III) is als volgt geformuleerd :

« De koninklijke besluiten, genomen ter uitvoering van de artikelen 1 en 2, zullen pas uitwerking hebben nadat zij door de Wetgevende Kamers bevestigd zijn ».

In de verantwoording, en vooral in de bijkomende verantwoording van zijn amendement, wijst de indiener met nadruk op de terugslag die de door de Commissie aangenomen tekst zal hebben op de toepassing van artikel 38bis van de Grondwet.

Het is duidelijk, eensdeels, dat de ontwerp-wet en de eventuele bekrachtigingswetten zelf onderworpen zijn aan artikel 38bis van de Grondwet en, anderdeels, dat de op grond van die wet vastgestelde besluiten handelingen van de uitvoerende macht zijn, waardoor ze niet onder dat artikel 38bis vallen. Dit is nu eenmaal een consequentie die eigen is aan het systeem zelf van de bijzondere machten.

De inleiding is opgesteld en het advies betreffende de amendementen op de artikelen 1, 2bis, 2ter en 7bis is gegeven door de eerste kamer, samengesteld uit

de HH. :

H. ADRIAENS, *voorzitter*;
H. COREMANS,
Gh. TACQ, *staatsraden*;
M^{me} M. BENARD, *griffier*.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. Gh. TACQ.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W. VAN ASSCHE, auditeur-generaal.

De Griffier,
(get.) M. BENARD.

De Voorzitter,
(get.) H. ADRIAENS.

Het advies betreffende de amendementen op de artikelen 2, 3, 4 en 6 is gegeven door de tweede kamer, samengesteld uit

de HH. :

P. TAPIE, *kamervoorzitter*;
H. ROUSSEAU,
Ch. HUBERLANT, *staatsraden*;

Mevr. :

M. VAN GERREWEY, *toegevoegd griffier*.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par MM. J. HOFFLER et G. PIQUET, premiers auditeurs.

Le Greffier,
(s) M. VAN GERREWEY.

Le Président,
(s) P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. J. HOFFLER en G. PIQUET, eerste auditeurs.

De Griffier,
(get.) M. VAN GERREWEY.

De Voorzitter,
(get.) P. TAPIE.
